

UNE COMMISSION DU SÉNAT

VEUT EXCLURE

**LES CLASSES POPULAIRES
DE L'UNIVERSITÉ**



**ON VEUT VIVRE
PAS SURVIVRE**

Solidaires
étudiant-e-s
syndicats de luttes

ILS VEULENT UNE SOCIÉTÉ D'ÉLITE...

Le Sénat vient de publier un rapport issu de la commission d'enquête sur « l'excellence académique » des universités, porté par la sénatrice LR Laurence Garnier. Derrière ce vocabulaire technocratique, un projet : le retour d'un privilège, la perte d'un droit.

Ce rapport appelle à la suppression du droit à la poursuite des études ainsi qu'à la suppression du fait que le bac soit la condition d'accès au grade de licence et de laisser les universités poser toutes les modalités d'accès.

Mais le rapport ne s'arrête pas là. Il appelle à la multiplication des frais d'inscription par 5, les faisant passer à 900€ une année de licence, 1300€ une année de master

Depuis des années tout·es les néo-bachelier·es n'arrivent pas à aller à la fac. À la rentrée 2026, 163 372 candidat·e·s ont traversé la procédure Parcoursup sans recevoir la moindre proposition d'admission.

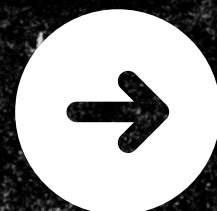


Ces sans-facs, subissent déjà la sélection sociale pour rentrer à l'université et Garnier souhaite encore renforcer plus le tri social.

Leur vision de l'université est une vision élitiste et bourgeoise qui exclut les classes populaires.

L'université d'aujourd'hui exclut déjà des centaines de milliers d'étudiant·es et leur projet prévoit d'en exclure des centaines de milliers d'autres et tout cela au nom du "mérite".

Pour "compenser" leur mesure d'exclusion des classes populaires le rapport propose de refonder les bourses sur critères sociaux en renforçant « la prise en compte du mérite ». Le mérite ! Cette bonne vieille notion sans aucune valeur scientifique qui permet aux bourgeois et aux riches de justifier leur réussite dans la vie... Il est plus simple d'avoir du "mérite" lorsqu'on a de l'argent, que l'on étudie le ventre plein et qu'on n'a pas besoin d'un job étudiant.



Il faut noter aussi que le rapport préconise un renforcement de la mainmise du privé et que les personnalité extérieure représentent au moins la moitié des membre d'un conseil d'administration.

Ce rapport en bref c'est la hausse des frais d'inscription, le renforcement de la sélection, la fin du droit à la poursuite des études, le renforcement du privé par une présence plus importante dans les conseils d'administration, la suppression de places dans les universités au profit des filières professionnalisante.

On nous vend ça comme de « l'excellence ». En réalité, c'est une architecture pour trier par le portefeuille et par l'origine sociale, sous couvert de rationalisation budgétaire d'un service public sciemment sous-financé depuis des années.



NOUS LEUR OPPOSONS LE SYNDICALISME DE LUTTES !

L'université n'est pas un marché, et l'accès aux études ne doit jamais devenir un privilège. Face aux attaques de l'Etat bourgeois, ne nous laissons pas faire !

C'est par la lutte collective que nous avons obtenu et défendu nos droits. Et c'est par la lutte collective que nous continuerons de les défendre et d'en arracher de nouveaux !

